

Hopkins, Raymond F. and Puchala, Donald J., *Global Food Interdependence : Challenge to American Foreign Policy*, New York, Columbia University Press, 1980, 214 p.

Oliver Nicoloff

Volume 11, Number 4, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701129ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701129ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Nicoloff, O. (1980). Review of [Hopkins, Raymond F. and Puchala, Donald J., *Global Food Interdependence : Challenge to American Foreign Policy*, New York, Columbia University Press, 1980, 214 p.] *Études internationales*, 11(4), 769–771. <https://doi.org/10.7202/701129ar>

1976. C'est ainsi qu'en chiffres absolus ces investissements sont plus élevés que ceux, par exemple, du Japon, de la France et de l'Italie. Quant aux actifs canadiens investis dans les pays sous-développés, ils s'élevèrent, en 1974, à 2.2 milliards de dollars sur un total de 10 milliards de dollars investis par le Canada à l'étranger. Ces derniers chiffres sont révélateurs de la volonté des entreprises canadiennes de pénétrer de plus en plus les marchés des pays du Tiers-Monde, et ils rappellent que l'analyse de l'action économique extérieure du Canada ne peut faire abstraction, si elle doit être significative, de l'étroite relation existant entre le commerce, l'aide et les investissements.

Cela dit, le coeur de l'ouvrage constitue une présentation détaillée des programmes d'assurance et des crédits à l'exportation offerts par la Société pour l'Expansion des Exportations. L'auteur mène ici une analyse comparative des politiques canadiennes en ce domaine par rapport aux politiques similaires mises sur pied par les principaux pays membres de l'OCDE. L'étude, très technique, aborde d'une part les politiques d'assurance ainsi que les risques couverts et non couverts, et d'autre part, elle considère les crédits à l'exportation du point de vue des pays et des industries bénéficiaires de même que du point de vue du financement et des échanges, des prêts. L'analyse vise essentiellement à déterminer la compétitivité des exportateurs canadiens sur les marchés internationaux. Le reste de l'ouvrage consiste surtout en une appréciation globale des mécanismes étudiés et formule des recommandations spécifiques sur le sujet.

On le voit donc, nous avons affaire ici à un travail spécialisé et relativement bien mené concernant certaines questions spécifiques liées au financement des exportations qui constitue lui-même un élément de plus en plus important de l'étude et surtout de la pratique du commerce international. La perspective dans laquelle se situe André Raynauld, pour mener son analyse, est celle de libéralisme traditionnel toujours en vogue chez l'élite économique et gouvernementale canadienne de même qu'au sein de certaines institutions telles que le Conseil Économique du Canada

dont l'auteur a d'ailleurs assumé la direction avant son passage au parti libéral du Québec. Cette idéologie telle qu'appliquée aux relations pays développés - pays sous-développés s'inspire en droite ligne de la pensée de Walt Rostow dont la théorie des étapes de la croissance économique n'en finit plus d'être démentie par les faits partout dans le Tiers-Monde.

Cette façon de voir les choses, et c'est l'aspect le plus décevant de l'ouvrage, empêche l'auteur de discuter sérieusement des véritables problèmes que suscite la question du financement des exportations. Un seul paragraphe est ainsi consacré au noeud du problème qui a trait, entre autres, à la distorsion au commerce international, à la capacité concurrentielle de pays sous-développés, à la rentabilisation de projets d'investissement à haute intensité de capital ainsi qu'à l'endettement et à la dépendance des pays du Tiers-Monde en général.

Un ouvrage, donc, qui peut intéresser au plus haut point les spécialistes de la question, mais qui se révèle de peu d'intérêt pour ceux qui ont à coeur l'étude des véritables problèmes de développement et de l'impact significatif du financement des exportations en ce domaine.

Gordon MACE

*Département de science politique
Université Laval*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

HOPKINS, Raymond F. and PUCHALA, Donald J., *Global Food Interdependence: Challenge to American Foreign Policy*, New-York, Columbia University Press, 1980, 214 p.

L'actualité est composée pour une bonne partie de quelques grands dossiers qui apparaissent et disparaissent dans un mouvement cyclique. L'intérêt s'éveille, se passionne, se déchaîne, puis retombe. Le sujet, lui, demeure. Quand la sécheresse catastrophique ou la guerre cruelle permettent de filmer la faim sur les visages de ceux qui sont loin, là-bas, on

s'émeut et on verse un pécule. Mais que la famine fasse partie du quotidien de centaines de millions d'êtres humains, cela devient trop irréal, trop banal... et le taux d'inflation reprend la manchette. C'est trop banal parce qu'il y a des responsabilités à cette tragédie éternelle. La cause n'est pas toujours humaine, mais l'absence de solutions, elle, l'est. Toujours.

Très timidement, le livre de MM. Hopkins et Puchala vient nous le rappeler. D'abord, il faut bien avancer des chiffres: la malnutrition frappe 500 millions de personnes. Ou un milliard. On ne sait trop. Ensuite, il faut prévoir: des pénuries alimentaires extraordinaires frapperont l'humanité d'ici la fin de la prochaine décennie (p. 33). Et en dernier il faut conclure: l'état normal du système alimentaire mondial continue d'être « non-satisfaisant »... (p. 33).

Alors qui ou que blâmer? Une analyse en profondeur des échanges alimentaires internationaux, que ces derniers soient de nature commerciale (pour l'essentiel) ou, comme palliatif, sous forme d'aide, permet aux deux auteurs de conclure que le marché est... plutôt imparfait. Rien là de bien nouveau, les deux l'ayant déjà affirmé alors qu'ils concluaient, comme co-directeurs, l'analyse d'un numéro spécial de *International Organizations* (« The Global Political Economy of Food », été 1978, vol. 32, no. 3). Mais ils essayent cette fois d'aller plus loin et s'adressent directement au public américain.

Prenant le contre-pied du fort courant d'opinion qui rejette le blâme pour tous les maux de la société sur l'action gouvernementale, les deux spécialistes soutiennent qu'en la matière, les coûts humains qu'engendrent les extrêmes fluctuations des prix sont trop élevés pour être simplement calculés comme étant la conséquence inévitable des lois du marché. Le principe du marché stable doit avoir préséance sur celui du marché libre, même si cela signifie des contraintes de la part des pouvoirs publics. (p. 187)

Avant d'aller plus en détail, ouvrons une parenthèse pour souligner au passage une conclusion des deux auteurs. Avant même que les États-Unis n'imposent, en janvier 1980, un embargo alimentaire envers l'URSS, après l'in-

vasion de l'Afghanistan, l'étude du système alimentaire que font MM. Hopkins et Pushala leur avait permis de conclure à la faillite plus que probable de ce chantage: le marché, trop ouvert, interdit l'utilisation efficace de l'arme alimentaire. Les auteurs oublient par contre de s'en réjouir et ne s'inquiètent pas non plus des efforts du gouvernement américain visant à créer un véritable cartel des pays exportateurs. Mais voyons maintenant, de façon plus précise, comment est construit le livre.

« Global Food Interdependence » suit une trajectoire qui le mène de la constatation du problème alimentaire lui-même et de la place très variable qui lui est réservée sur l'agenda politique à ce qui apparaît aux auteurs comme la solution à cette situation: un leadership américain plus agressif en matière d'échanges alimentaires.

La deuxième étape de cette démarche consiste dès lors en une analyse fouillée du système commercial, de ses qualités et de ses insuffisances. Les auteurs soulignent la concentration du système mondial céréalier, alors que le point de départ devient de façon de plus en plus marquée le continent nord-américain. Mais la dépendance devient double, de poursuivre les auteurs: si les importateurs ont besoin des céréales, les exportateurs ont besoin des revenus que procurent ces dernières. MM. Hopkins et Pushala se réjouissent de ce que ce système mondial fonctionne relativement bien et sans nécessiter une administration centrale bureaucratique tentaculaire. Toute politique réaliste, selon eux, doit donc viser à améliorer le marché, à en réduire les excès, à compenser pour ses défauts plutôt qu'à l'éliminer. (p. 47)

C'est d'ailleurs le rôle du système de l'aide alimentaire (the concessional system), qui fait l'objet du troisième point du livre. Après en avoir tracé un tableau historique, les auteurs l'analysent autour des cinq questions majeures suivantes:

1. Cette aide doit-elle être permanente ?
2. Quelles sont les priorités que l'on doit poursuivre avec cette aide ?
3. L'aide alimentaire peut-elle vraiment aider au développement économique et à la modernisation de l'agriculture ?

4. Quel type d'organisation gouvernementale pourrait le mieux appliquer un tel programme ?
5. Quel lien devrait-on établir entre les programmes et les politiques d'aide alimentaire des États-Unis et ceux des autres gouvernements et des agences internationales ?

La quatrième étape nous rapproche de la solution préconisée par les auteurs : un rôle plus agressif de la part du gouvernement américain sur le marché mondial. MM. Hopkins et Pushala se demandent ici comment organiser la bureaucratie pour assurer au mieux le leadership des États-Unis en la matière.

Le cinquième point se résume en une analyse du rôle et de la structure des organisations internationales face au problème de la famine et de la malnutrition dans le monde. L'accent est mis sur la participation américaine à ces instances.

Le sixième point touche à la prospective : divers scénarios sur l'état futur de l'équilibre nutritionnel mondial sont envisagés, et des réponses à chaque suggérées. Ceci mène directement à la dernière étape, la conclusion, qui se présente sous forme de recommandation au gouvernement de Washington :

- une plus grande stabilité du marché doit être garantie par des ententes, des facilités, et un système de réserves de céréales ;
- la modernisation du secteur rural dans les pays pauvres doit être poursuivie avec plus de vigueur ;
- les aspects interne et extérieur de la politique céréalière américaine doivent être mieux intégrés ;
- plus d'appui doit être accordé aux agences internationales ;
- des recherches doivent être entamées dans différents domaines : importance et étendue de la malnutrition, moyens de procéder pour atteindre une plus grande stabilité du marché et la modernisation du secteur rural des pays pauvres etc... (pp. 175-176).

En bref, il s'agit d'un livre relativement complet sur le domaine, dont la première vertu tient à l'analyse détaillée des mécanismes du marché (une faiblesse : le rôle des multinationales nettement passé sous silence).

Si les chiffres sont indispensables pour étudier et comprendre un tel phénomène, ou au moins son ampleur, on peut par contre se demander si l'être qui a faim y trouve son compte. Lui et ses semblables, que ressentent-ils ? Que vivent-ils ? Quelles sont les conséquences quotidiennes et à long terme, pour eux, de ce manque de nourriture ? Ils sont 500 millions ? Un milliard ? Tout cela constitue une réalité abstraite qui, le livre fermé, s'évanouit.

La politique, jalouse des succès d'autres champs d'études qui sont vraiment, eux, scientifiques (biologie, physique, etc.) se leurre quand elle se définit exclusivement comme une science. Car elle perd de vue son propre objet d'étude, l'être humain, dont le comportement est, heureusement, inquantifiable. Celui qui a faim cesse d'exister quand il devient un chiffre.

Olivier NICOLOFF

*Département de science politique
Université Laval*

STEVENS, Christopher, *Food Aid and The Developing World*, New York, St. Martin's Press, 1979, 224 p.

Dense et concise, l'étude de Christopher Stevens concernant l'aide alimentaire est une mine d'informations très bien ordonnées. Le livre comprend trois parties. La première est une introduction divisée en trois chapitres traitant respectivement des raisons de l'aide alimentaire, des pays donateurs, et de quatre exemples des pays bénéficiaires.

Dans le premier chapitre l'auteur pose les paramètres de son étude. Il est parfaitement conscient de la polarisation des points de vue de l'aide alimentaire : d'un côté on la considère comme une forme idéale d'aide, allant directement aux pauvres et servant les intérêts des fermiers qui peuvent ainsi écouler leur surproduction, d'un autre côté on la juge pernicieuse parce qu'elle décourage la production agricole, soutient les politiques agricoles inefficaces, est une arme pour la politique étrangère des pays donateurs qui par cette aide ac-